

Brochure n° 3104

Convention collective nationale

IDCC : 176. – **INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**
(10^e édition. – Septembre 2004)

ACCORD DU 27 JANVIER 2005
RELATIF AUX FRAIS DE LOGEMENT ET DE NOURRITURE
DES VISITEURS MÉDICAUX À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2005

NOR : *ASET0550218M*
IDCC : 176

Entre :

Les entreprises du médicament (LEEM),

D'une part, et

La fédération des cadres de la chimie CFE-CGC ;

La fédération chimie, mines, textiles, énergie CFTC ;

La fédération nationale des industries chimiques CGT ;

La fédération nationale de la pharmacie FO ;

Le syndicat national professionnel autonome des délégués visiteurs médicaux (SNPADVM) UNSA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2005, le *a* du 2^o « Autres secteurs » du paragraphe B.1 « Frais de logement : une nuit d'hôtel et un petit déjeuner par jour passé hors du domicile » de l'article 5 de l'avenant n° 2 « Dispositions

diverses relatives aux visiteurs médicaux » de la convention collective nationale du 6 avril 1956 modifiée est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« a) 41,30 € par jour passé hors domicile. »

Article 2

A compter du 1^{er} janvier 2005, le paragraphe B.2 « Frais de nourriture » de l'article 5 de l'avenant n° 2 « Dispositions diverses relatives aux visiteurs médicaux » de la convention collective nationale du 6 avril 1956 modifiée est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« tous secteurs :

15,50 € par repas pris hors du domicile. L'employeur devra prendre un accord particulier avec le visiteur médical précisant les circonstances dans lesquelles ce dernier bénéficiera de ce remboursement.

Tous les frais de logement et de nourriture prévus ci-dessus s'entendent pour un visiteur médical exclusif. Pour un visiteur médical non exclusif, ils devront être répartis entre les entreprises au prorata du nombre de produits présentés. »

Article 3

Le III de l'article 5 de l'avenant n° 2 « Dispositions diverses relatives aux visiteurs médicaux » de la convention collective nationale du 6 avril 1956 modifiée est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Elles conviennent en outre que, dans le cas où l'administration admettrait, au cours de l'année 2005, des modifications des montants des indemnités déductibles de l'assiette des cotisations de sécurité sociale prévus au 1^{er} des articles 3 et 5 de l'arrêté du 20 décembre 2002 fixés au 1^{er} janvier 2005, les montants des frais de logement et de nourriture figurant au 2^o et 3^o au paragraphe B ci-dessus seront fixés aux nouveaux montants admis en exonération. »

Article 4

Entrée en vigueur

Le présent accord collectif entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2005.

Article 5

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord sera déposé en 5 exemplaires à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 27 janvier 2005.

(Suivent les signatures.)